PROCEDURE PENALE : TRAVAUX DIRIGES 2023/2024

THEME : L'INSTRUCTION

Séance numéro 5

Groupe du Jeudi

Exercice : Résolution de cas pratiques

Cas pratique numéro 1 :

Modou est un boutiquier du coin et n'arrive pas toujours à comprendre le rôle du juge instructeur. Il dit comprendre la fonction du Procureur mais ignore tout du juge d'instruction. En tant que juriste, il vous interpelle sur les questions ci-dessous afin d'obtenir des éclaircissements ?

1 : Le Procureur est-il le Supérieur hiérarchique du Juge d'instruction ? Justifier la réponse

2 : Le Juge d'instruction peut-il s'autosaisir ? Justifier la réponse ?

3 : Le juge d'instruction saisi, peut-il se dessaisir au profit d'un autre juge d'instruction ? Justifier la réponse

Cas pratique numéro 2

Le Procureur est informé d'un incendie qu'il soupçonne d'origine criminelle. Il saisit le juge d'instruction afin qu'une information soit ouverte sur Modou, Binette et Chris qui ont fait l'objet d'une dénonciation.

A l'issue de son instruction, le juge découvre qu'ils sont tous impliqués. Il juge nécessaire de les envoyer, directement en jugement et rappelle qu'au nom de son indépendance, c'est un pouvoir qui lui revient. Pensant que c'est terminé, il découvre que Marcel fait partie du projet criminel réalisé, il a ordonné un mandat d'amener contre lui, pour une audition en soutenant toujours que c'est dans ses prérogatives directes. Finalement, il rend une ordonnance de non-lieu pour Marcel.

Après avoir soulevé, dites quelles sont les solutions légales devant être apportées.

Groupe du Vendredi

Exercice : Résolution de cas pratiques

Cas pratique numéro 1 :

Doudou et Fatim sont en contradiction et veulent des éclairages sur quelques situations juridiques. A la suite d'une instruction, le Juge a rendu une ordonnance de non-lieu mais le Procureur s'y oppose. Doudou soutient non seulement le Procureur a ce droit mais encore que puisque le juge est saisi par le biais d'un réquisitoire, il doit prendre l'avis du Procureur avant de rendre une telle décision. Fatim quant à elle pense que le Procureur ne peut pas s'opposer à une décision de non-lieu et que le juge certes doit demander l'avis du Procureur mais toutefois la réponse du Procureur ne lie pas le juge.

Qu'en pensez-vous ?

Cas pratique numéro 2 :

Un après avoir reçu la visite de Zemba un Danseur, son Manager Kheuch est décédé après avoir bu la boisson amenée par Zemba. Informé, le Procureur ordonne l'arrestation de Zemba et saisit le juge pour l'ouverture d'une information judiciaire. Le juge demande à avoir la transcription des derniers appels que le Manager a passé avec Zemba. Mais, Cissé qui se trouve être son Conseiller juridique lui fait savoir qu'il n'en a pas le droit car le portable est personnel.

Le lendemain, Zemba se présente devant le juge d'instruction pour interrogation mais celui-ci dit être en réunion d'urgence et demande à ce qu'il soit mis en détention le temps qu'il termine sa réunion

Qu'en pensez-vous ?

Dans une autre situation, Laye qui est citée dans une plainte marque son refus de comparaître. On vous demande de lui dire les pouvoirs que dispose le juge d'instruction face à une telle décision. Justifier légalement vos réponses.